

## DÉCLARATION LIMINAIRE AU CSAL DU 16 AVRIL 2024

Monsieur le Président,

Stanislas Guérini s'est récemment vanté dans la presse de vouloir "licencier" les fonctionnaires. Dans la vraie vie, toute une série de sanctions disciplinaires existe d'ores et déjà pour les fonctionnaires, (allant jusqu'à la révocation), ainsi que le licenciement pour insuffisance professionnelle.

Le ministre a donc décidé de faire une campagne de presse sur le dos des fonctionnaires, convoquant les pires clichés.

Cette campagne de presse stigmatisante, couplée avec les annonces récentes de la mise en place de la rémunération au mérite, ne risque pas d'améliorer l'attractivité de la fonction publique, bien au contraire. Les grosses ficelles du fonctionnaire bashing sont toutes là : la fonction publique serait parasitée d'agent·es incapables, indébouillonnables, qui passeraient du bon temps aux frais du contribuable.

La vérité est toute autre, les agent·es publics sont épuisé·es, parfois jusqu'au burn out, contraint·es d'exercer des missions qu'ils et elles ont à cœur avec de moins en moins de moyens, dans des équipes de plus en plus réduites. Et désormais ils et elles sont stigmatisé·es par leur ministère de tutelle.

Les agent·es ont besoin d'une revalorisation générale de leurs salaires, du rétablissement de conditions de travail adaptées, de l'élargissement du service public.

Les agents·es ont besoin de davantage de sens dans leur travail. Et ce n'est pas l'implantation à Verdun d'une antenne du SIE de Seine et Marne, 2 ans après la fermeture du SIE verdunois, dont les agents travaillaient avec toute la connaissance du tissu fiscal local, pour des usagers locaux, qui va dans ce sens. Si des agents ont pu y voir une opportunité pour rester à Verdun ou pour quitter massivement un service en difficulté, cette implantation risque de desservir l'ensemble des agents du département. En effet, nos effectifs, gonflés de ce nouveau service, seront en conséquence plus durement impactés par le nombre d'emplois supprimés en Meuse à l'avenir. Car ça ne sera pas dans ce service délocalisé qu'on ira chercher les postes à supprimer...

L'implantation de cette antenne du 77 contribue aussi grandement à la destruction des chaînes de travail qui jusque-là fonctionnaient et de ce fait à une perte de sens au travail.

Pour Solidaires Finances Publiques, ce démantèlement de nos missions est inacceptable. Il ne permet plus de garantir la qualité de nos missions de service public. Pour les agents et les agentes, le morcellement et la taylorisation des tâches, dans un contexte de suppressions massives de postes, entraîne une perte de sens au travail. Nous continuerons à dénoncer les effets délétères de ces politiques de réorganisations incessantes sans que jamais ni les agents et les agentes ni les représentant·es du personnel ne soient associés.

Autre point à l'ordre du jour : le bilan de la campagne des avis. Nous sommes étonnés que, comme vous le faisiez les années précédentes, vous n'ayez pas fait de comparatif avec les chiffres de 2022. Peut-être que vous ne souhaitiez pas attirer l'attention sur la très forte hausse d'affluence qu'ont subi agents comme usagers. Elle ne transparaît d'ailleurs qu'à peine dans les documents de travail, alors qu'elle a fortement impacté les conditions de travail des agents des SIP, qui se sont d'ailleurs vus pour leur peine gratifiés d'une obole ponctuelle.

Nous aborderons ce point de manière plus approfondie au cours de cette instance.

Enfin, nous regrettons qu'il n'y ait pas à l'ordre du jour de point concernant l'organisation de la campagne IR, alors que celle-ci a déjà démarré.

Pour Solidaires Finances Publiques, cette campagne déclarative va une nouvelle fois et une fois de trop se dérouler dans des conditions dégradées pour les agentes et les agents des finances publiques mais aussi pour les usagers.

Comment cela pourrait-il en être autrement quand les effectifs dans les services des impôts des particuliers ont fondu de 25 % depuis 2015 ?

Comment cela pourrait-il en être autrement quand le Nouveau Réseau de Proximité a éloigné notre service public des usagers ?

Dans de telles conditions, comment rendre un service public de qualité et répondre à la demande croissante des contribuables ?

Solidaires Finances Publiques alerte une fois de plus sur la dégradation du quotidien des personnels des services de la DGFIP. Nous condamnons les 32 000 emplois supprimés depuis 2008 dans l'administration des Finances Publiques, emplois qui manquent cruellement pour rendre un service de bonne qualité et pour des conditions de travail acceptables.